

CONFERENCE CREDENDO – Bruxelles 7 Décembre 2017

Les inégalités s'accroissent et nourrissent le populisme

Rappelons d'abord quelques données élémentaires pour mieux comprendre cette question importante et complexe.

D'une manière générale, la mondialisation a permis de réduire les inégalités entre les pays du fait du rattrapage économique des pays émergents (Chine, Inde notamment).

Mais les inégalités internes – au sein des différents pays – se sont accentuées.

I – Les inégalités entre les nations ont décru.

Après deux siècles de hausse continue, l'inégalité des niveaux de vie entre pays commence à décroître depuis quatre décennies (**cf graphique 1**).

- L'on vivait en moyenne 20 fois mieux en France et en Allemagne qu'en Chine ou en Inde il y a 20 ans ;
- Aujourd'hui l'écart a diminué de moitié.

L'expansion des échanges internationaux, la mobilité du capital et de la main-d'œuvre, la diffusion des innovations technologiques sont en train de combler peu à peu le fossé entre pays riches et pays émergents.

Des populations de pays encore considérés comme « pauvres » mais qui ont pu profiter de l'ouverture du commerce mondial ont vu leur niveau de vie s'élever considérablement. La Banque Mondiale a calculé que le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour a chuté de 400 Millions entre 1980 et aujourd'hui. Plusieurs centaines de millions d'individus sont ainsi sortis de l'extrême pauvreté¹.

¹ En 1981, 42% de la population mondiale vivait avec moins de 1,90 \$ par jour. En 2013, 11% seulement.

Rappelons les chiffres de 1988 à 2008 (période de la « mondialisation triomphante ») tels qu'ils résultent des travaux de l'expert reconnu, Branko Milanovic ([cf graphique joint N°2](#)) :

- Les populations autour de la médiane (entre le 40 et 60^{ème} décile) de la distribution globale de revenus par tête ont bénéficié - en termes relatifs - des gains les plus élevés. Ces nouveaux « gagnants » vivent essentiellement en Chine, en Inde, en Thaïlande, au Vietnam et en Indonésie ;
- En revanche, les déciles inférieurs à 40 ont bénéficié de gains relativement plus faibles ;
- Quant aux cohortes autour du 80^{ème} décile (qui correspondent au bas de la classe moyenne des pays riches), elles ont vu leurs revenus baisser depuis 20 ans ;
- En ce qui concerne le décile supérieur, essentiellement composé des gens les plus fortunés des pays riches, il est fortement bénéficiaire ;
- Enfin, si l'on regarde le montant absolu des gains de revenus réalisés pendant cette période, on constate que 44% de ces gains sont concentrés sur les 5% les plus riches.

Il résulte de ces données :

- Que la mondialisation a permis à une partie importante des populations de pays émergents – surtout en Asie – de sortir de la pauvreté ([cf graphique N°3 en annexe](#)) ;
- Que cette évolution s'est accompagnée d'inégalités croissantes tant dans les pays émergents que dans des pays riches ;
- Qu'en particulier dans des pays avancés, ce sont les plus riches qui ont le mieux profité alors que les moins bien lotis (notamment parmi les classe moyennes) ont vu leurs revenus stagner ou se réduire ; (influence notamment des « délocalisations » d'industries en dehors des pays développés et conséquences sur le chômage et les revenus de la concurrence des pays à bas salaires) ;

- Mais on constate aussi que dans certains pays - notamment européens comme la France, les Pays-Bas et la plupart des pays scandinaves - la croissance des inégalités a été beaucoup plus faible.

Certains pourraient être tentés d'en conclure que c'est la globalisation du commerce qui serait responsable des inégalités croissantes et que le retour au protectionnisme serait, par conséquent, indiqué.

En fait, nombre d'économistes pensent que c'est plutôt le progrès technologique qui a été le facteur décisif de la progression des échanges. Quant aux considérables différences d'inégalités au sein des pays avancés, elles montrent bien que les pouvoirs publics ont joué - activement ou passivement - en ce domaine un rôle décisif et qu'ils ne sauraient s'abriter derrière le prétexte de la mondialisation pour justifier les dérives inégalitaires constatées.

Le Prix Nobel d'Economie, Angus Deaton, dans son ouvrage « La grande évasion » (2013), insiste sur les progrès du niveau de vie que l'humanité a connus depuis les quatre dernières décennies :

- progrès médicaux,
- augmentation de l'espérance de vie (en termes quantitatifs et qualitatifs),
- amélioration des conditions de vie.

C'est une description, presque lyrique, de la « grande évasion » hors de la pauvreté, de la misère et de la maladie, à laquelle il nous invite.

L'auteur raconte comment l'humanité a échappé aux privations, aux maladies ancestrales et à la mort prématurée et comment une large partie des habitants a réussi à rendre la vie meilleure pour eux et leurs successeurs, grâce à :

- la lutte pour la santé,
- la hausse du niveau de vie matériel et la réduction de la pauvreté mondiale réalisée depuis 1980.

Comme on l'a vu, ces progrès, en grande partie liés à la mondialisation du commerce et des technologies, se sont accompagnés d'inégalités croissantes non pas entre les Etats mais au sein des pays eux-mêmes, ainsi que le montrent notamment les travaux de François Bourguignon. Examinons ce point avec plus d'attention.

II – Les inégalités internes ont augmenté.

On constate que le mouvement séculaire de réduction des inégalités s'inverse au début des années 1980.

Alors qu'en 1900 la part des plus riches (1%) représentait 18% de la richesse totale chez les pays développés, le mouvement de réduction des inégalités s'enclenche après la Première guerre mondiale, et surtout la Seconde.

Au début des années 50, la part des 1% les plus riches se situait à 10% en moyenne. Mais les choses ont changé depuis les années 80.

Comme l'ont montré les travaux d'Atkinson, Piketty et Saez, l'inflexion vers plus d'inégalités est, depuis lors, générale. Elle est particulièrement marquée aux US, comme le souligne Dayton².

L'examen des statistiques montre l'ampleur de la croissance des inégalités depuis les années 80 dans les pays scandinaves - dont le coefficient d'inégalités demeure cependant encore limité - et surtout dans les économies comme le Japon, l'Australie, le Royaume-Uni et, à l'extrême, aux Etats-Unis, dont le coefficient d'inégalités est un des plus élevés du monde (cf graphique N°4).

Cette progression des revenus des plus riches est favorisée par la financiarisation³, mais aussi par les progrès technologiques qui concentrent les richesses sur les personnes travaillant dans les secteurs de l'innovation.

Aux Etats-Unis, la part du 1% des plus riches était en 1982 de 8,4% du total des revenus. En 2005, cette part avait plus que doublé pour atteindre 18,3%.

² L'inégalité aux Etats-Unis (calculée en termes de revenus bruts des ménages) avait chuté de 1929 à 1969. Elle est remontée depuis à des sommets comparables à ceux des années 20.

³ La financiarisation de l'économie est l'importance grandissante du recours au financement par l'endettement des agents économiques. Cette financiarisation se traduit par une augmentation notable de la part des activités financières dans le PIB des pays développés.

Dans six autres pays significatifs⁴ (la Chine et l'Inde, un groupe d'Etats européens et le Japon), la part du 1% était de 5,6% en 1982. Elle avait atteint 7,9% en 2005 (soit une progression de « seulement » 50%).

Parmi les facteurs qui permettent d'expliquer cette montée des inégalités, on peut citer la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée et la hausse des revenus issus des opérations financières.

A cet égard, il est intéressant d'analyser la situation aux Etats-Unis. Le secteur productif américain est devenu plus efficace. La production (base 100 en 1980) est passée à 250 en 2015. Mais l'emploi a reculé de 100 à 70 pendant cette période.

Il faut ajouter que l'aggravation de la pauvreté dans beaucoup de pays à faibles revenus (particulièrement en Afrique sub-saharienne) apparaît clairement.

Le développement des pays émergents conduit à une augmentation des inégalités internes : en effet, la part de l'économie marchande (« tradable ») est favorisée par l'exportation, alors que la vaste économie « non tradable » à faibles gains de productivité est relativement défavorisée. Là aussi, ce sont les acteurs de la haute technologie qui sont « gagnants ».

Chez les pays développés, l'inégalité des revenus a un impact croissant sur les chances de réussite, la qualité de l'éducation, la capacité à exploiter les réseaux d'influence ... tous facteurs exerçant un rôle important dans la participation à la vie politique et civile.

*
* *

Cette évocation nous laisse donc avec deux constatations en apparence contradictoires, mais en réalité liées :

- 1) L'ouverture du commerce mondial et les avancées technologiques ont réduit, pour le plus grande nombre, les inégalités entre nations ;

⁴ France, Allemagne, Inde, Chine, Japon, Suède.

2) Mais ce phénomène s'est aussi accompagné d'une hausse des inégalités au sein des différents pays, qu'ils soient émergents, développés ou pauvres.

Cette deuxième constatation appelle à réfléchir sur ce que pourrait être une réaction du point de vue de la recherche du bien commun. Il faudrait faire en sorte, puisque le monde est globalisé, que l'ensemble des « nantis » ou des « gagnants » traitent les personnes « laissées pour compte » par la globalisation comme si elles étaient les citoyens d'un même Etat, d'une collectivité démocratique mondialisée. De la sorte, elles auraient, toutes, vocation à vivre décemment.

Or, aujourd'hui, en dehors de l'investissement privé, l'aide au développement est la seule à pouvoir jouer ce rôle de redistribution de la richesse et d'amortisseur de la détresse humaine, détresse qui est amplifiée par les inégalités croissantes décrites ci-dessus. Mais l'aide au développement est trop limitée pour qu'elle puisse agir de façon suffisante du point de vue évoqué ici.

Etant donné l'impossibilité pour les Etats pauvres de jouer en ce domaine un rôle national suffisant, l'internationalisation du problème qu'ils posent serait la seule façon d'achever ou de parachever la « grande évasion », en répondant au défi de ce que l'on a appelé la « mondialisation des inégalités sociales » qui est en train de s'installer. Il s'agit d'atténuer les écarts de richesse et de revenus lorsqu'ils deviennent excessifs, écarts qui poussent à l'émigration massive des « sans espoir ».

Ces écarts sont de moins en moins acceptables, et aussi de plus en plus dangereux pour l'évolution et l'équilibre à long terme de nos sociétés démocratiques.

Sans tomber dans l'irénisme ou dans le travers de la redistribution systématique et en reconnaissant que, par définition, toute innovation commence par s'accompagner d'une inévitable croissance des inégalités⁵, il est indispensable, me semble-t-il, de se poser le problème des « externalités négatives » issues de la mondialisation. Ces externalités comportent un élément d'inégalités dont on doit mesurer la portée et réduire les conséquences lorsqu'elles deviennent excessives.

⁵ Cf les recherches de Philippe Aghion sur l'innovation.

Le problème n'est pas de gommer les inégalités.

Il est de s'occuper des « laissés pour compte » en les aidant à vivre dans leur espace - le plus souvent rural - et à disposer d'un maximum de chances pour s'intégrer dans le monde tel qu'il se dessine.

Aura-t-on le courage et la vision d'aller dans ce sens en organisant une telle action sur un plan international ?

A cet égard, les recherches du Professeur Bartels jettent une lumière assez pessimiste sur la réponse à attendre de cette question.

- Larry Bartels (Vanderbilt University) est l'auteur d'une recherche originale. Il cherche à mesurer, en premier lieu, la réactivité des hommes politiques (législateurs et gouvernants) aux aspirations populaires et, en second lieu, l'influence politique relative des différents groupes de pression.

D'une recherche menée sur 1800 cas aux US, il arrive aux conclusions suivantes :

- Les législateurs (Sénateurs et Représentants) répondent, dans une certaine mesure, par leurs votes, aux demandes des groupes de pression représentant les électeurs à hauts revenus, mais beaucoup moins (6 fois moins) aux demandes de la classe moyenne et pratiquement pas aux requêtes émanant des classe à bas revenus. Ceci est plus vrai des élus du Parti Républicain que du Parti Démocrate ;
- La réactivité des gouvernants aux préférences (et aux changements des préférences) des citoyens est assez limitée. Mais, dans la mesure où elle se manifeste, elle est déterminée essentiellement par les préférences des citoyens aisés (qui sont aussi les moins intéressés à développer l'Etat providence)⁶.

⁶ L'auteur a calculé une échelle de ratios d'influence où l'influence des bas revenus $x = 1$ coïnciderait avec une situation où l'influence des citoyens les plus riches serait la même. Avec $x = 0$, on aurait une influence politique des bas revenus égale à 0. En fait, d'après les calculs expérimentaux de M. Bartels, les estimations, selon les sujets, varient autour de $x = -0.50$ à -0.75 . Les bas revenus auraient donc une influence négative.

- L'auteur a calculé l'effet de ce « biais » d'influence sur la réduction des dépenses sociales sur une périodicité de deux ans dans différents pays : ces dépenses seraient, en moyenne, de 15% supérieures à ce qui a été constaté, si les préférences avaient joué de manière égalitaire.

M. Bartels conclut par une citation d'Aristote, toujours actuelle :

« Lorsque la détention du pouvoir politique dépend de la possession du pouvoir économique ou de la richesse, quel que soit le nombre des citoyens en cause, cela s'appelle l'oligarchie. Mais quand les classes dirigeantes ont effectivement le pouvoir sans qu'intervienne leur puissance économique, alors cela s'appelle la démocratie ».

*
* *

Peut-on encore espérer en l'avènement d'une « démocratie mondialisée » ?
Tel est, en fin de compte, un des grands défis de notre génération.

*
* *

Les inégalités évoquées plus haut sont lourdes de conséquences politiques.

Les classes moyennes des pays industrialisés qui ont subi fermetures d'usines et suppressions d'emplois au profit des pays émergents, finissent par réagir négativement à la mondialisation elle-même. Elles sont tentées par la fermeture des frontières et le protectionnisme. Les partis « populistes » prospèrent sur ce type de réactions, comme on le constate aujourd'hui.

Il est de fait que la mondialisation – même si son bilan global est largement positif – a fait des victimes, notamment dans des pays comme les USA ou la France – où la compétitivité des produits et la qualité du haut de gamme sont à la traîne⁷.

⁷ La montée des votes extrémistes et la percée du Parti Républicain en 2016 coïncident avec la carte des régions les plus affectées par la concurrence chinoise (cf David Autor and David Dorn « Importing Political Polarization ? The electoral consequences of Rising Trade Exposure » MIT working papers 2016). La compétition chinoise expliquerait le quart des 4 Millions d'emplois perdus aux USA dans le secteur manufacturier entre 1999 et 2011, d'après une étude de Daron Acemoglu, Daniel Autor et alia publiée en 2016 (« Import competition and the Great US employment sag of the 2000 », *Journal of Labor Economics* 34-51).

La part - dans le total de la population - des classes moyennes des pays occidentaux a considérablement diminué depuis 1980, comme le montre le **tableau annexe N°5**. Cela est particulièrement vrai du Royaume-Uni, des Etats-Unis, des Pays-Bas. Classes moyennes rétrécies et stagnation des revenus : deux recettes pour le populisme.

Mais le protectionnisme n'est pas la solution. Il s'accompagnerait d'une hausse des prix des produits importés, notamment alimentaires, hausse qui frapperait d'abord les plus démunis. Il entraînerait aussi des rétorsions et une guerre commerciale dont les premières victimes seraient les pays les moins compétitifs. N'oublions pas que, pour produire et exporter il faut, de nos jours, importer de plus en plus de composants. Cette internationalisation de la chaîne de production rend les pays exportateurs très vulnérables au protectionnisme.

La solution est ailleurs. Elle est dans la formation professionnelle, la recherche, les investissements pour favoriser le haut de gamme, l'éducation ... actions qui permettraient seules de « sortir par le haut » et non, à la différence de la fermeture des frontières, de se traduire par la baisse générale des revenus, fût-elle compartimentée par pays.

Encore faut-il que les bénéfices de la mondialisation soient vus comme plus équitablement répartis et que l'ouverture des échanges ne s'accompagne pas d'aides étatiques et de subventions déguisées, ou de dumpings sociaux et fiscaux, sources de distorsions et d'avantages compétitifs indus⁸.

Ces préconisations doivent être détaillées et rendues opérationnelles, car le « bon discours » sur les avantages de l'ouverture des frontières ne passe plus. Il faut maintenant expliquer et produire des résultats.

*

* *

Alors que la robotisation et les progrès technologiques ont toutes les chances d'amplifier l'érosion des classes populaires, a-t-on développé une stratégie d'ensemble pour répondre à ce défi ?

⁸ Cf le communiqué du G20 de septembre 2016.

Le présent essai tente de montrer que quand des problèmes sont d'origine structurelle, la réponse n'est pas dans la fuite en avant (par exemple en relançant la croissance par le déficit budgétaire ou la circulation monétaire) ni dans le repli sur soi.

*
* *

J'ajouterai deux considérations :

1 - Le rêve américain s'évanouit :

- 90% des enfants nés en 1940 avaient des revenus dépassant ceux de leurs parents
- Aujourd'hui le pourcentage est de 50% et décline

2 – Les inégalités par pays sont très dispersées :

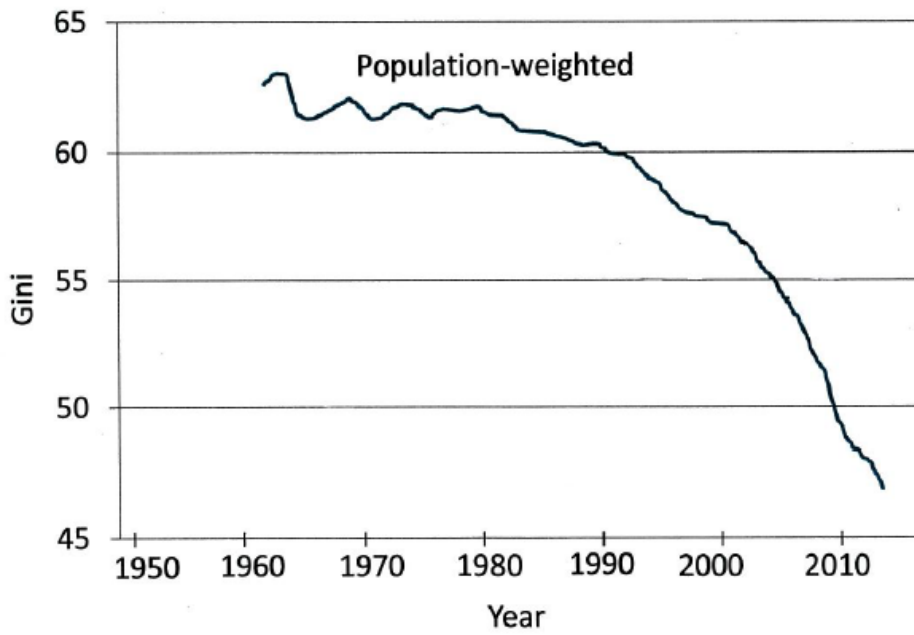
Les USA avec un coefficient GINI de 0,47 ont la palme de l'inégalité

Le Danemark avec un coefficient GINI de 0,39 est le moins inégalitaire

Où se trouve, dans les deux cas ci-dessus, le meilleur terrain de croissance et de paix sociale ?

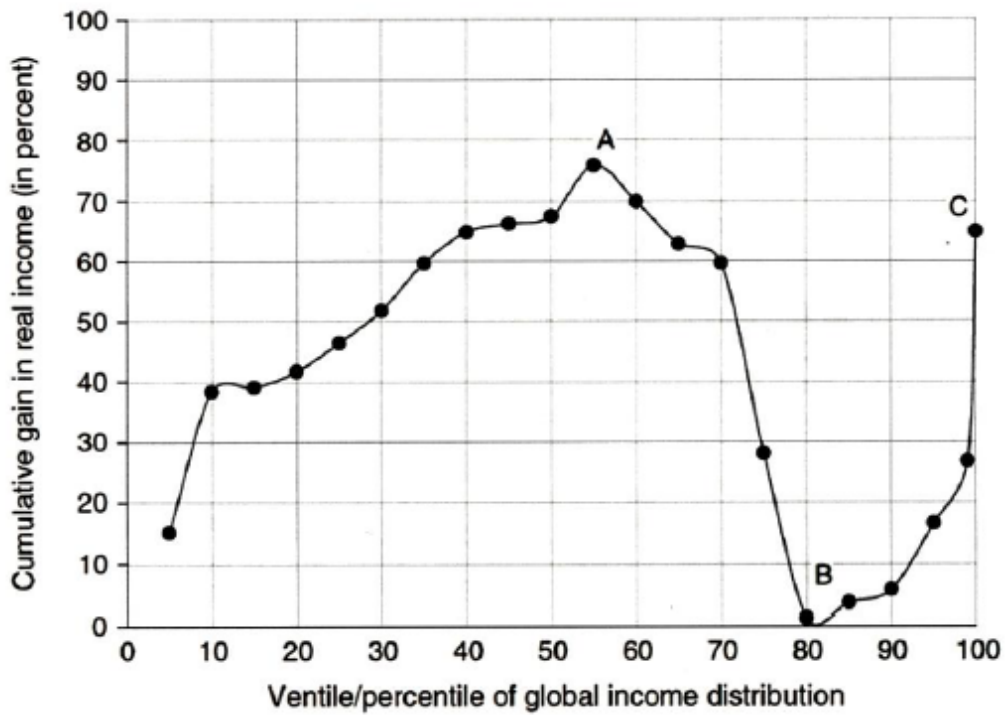
Jacques de Larosière

Graphique 1 *Inégalité globale de revenus entre pays (1950-2013) pondéré en fonction des populations*



Source: Branko Milanovic

Graphique 2 *Gains relatifs internes de revenus réels par tête (revenus globaux) de 1988 à 2008*

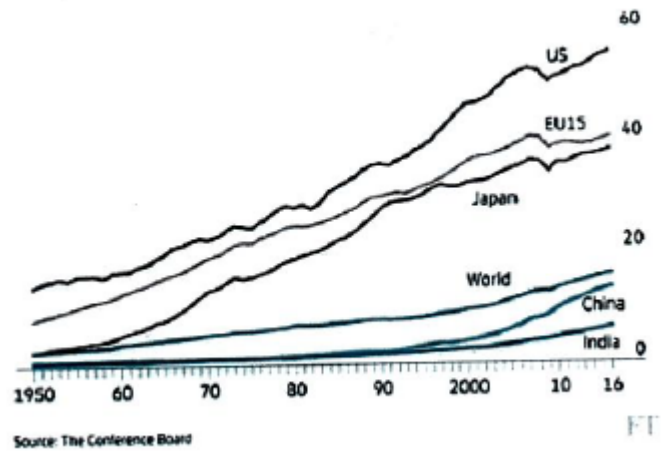


Source: Branko Milanovic

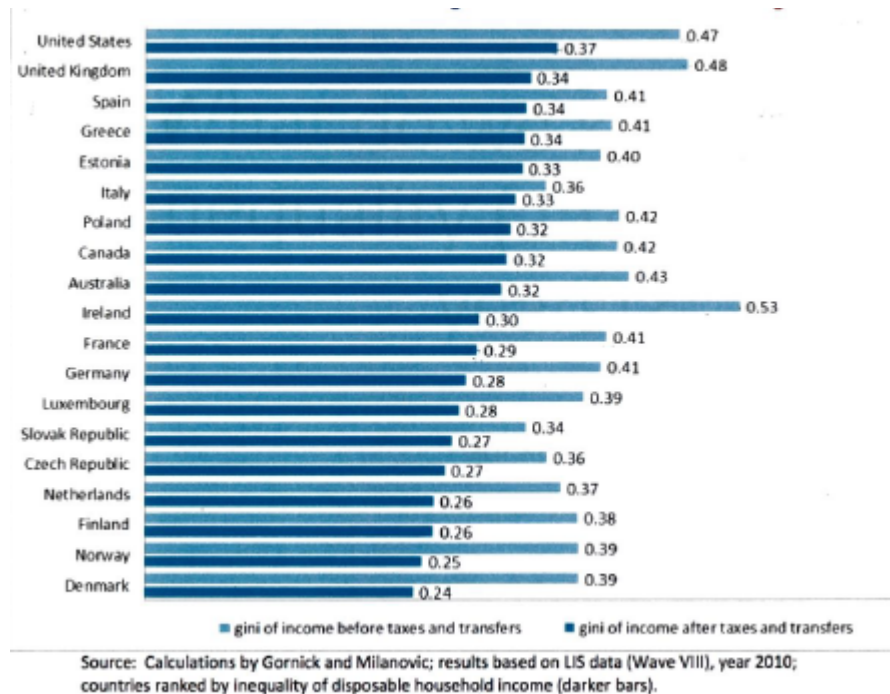
Graphique 3

Revenus par tête - PIB par tête en 2015

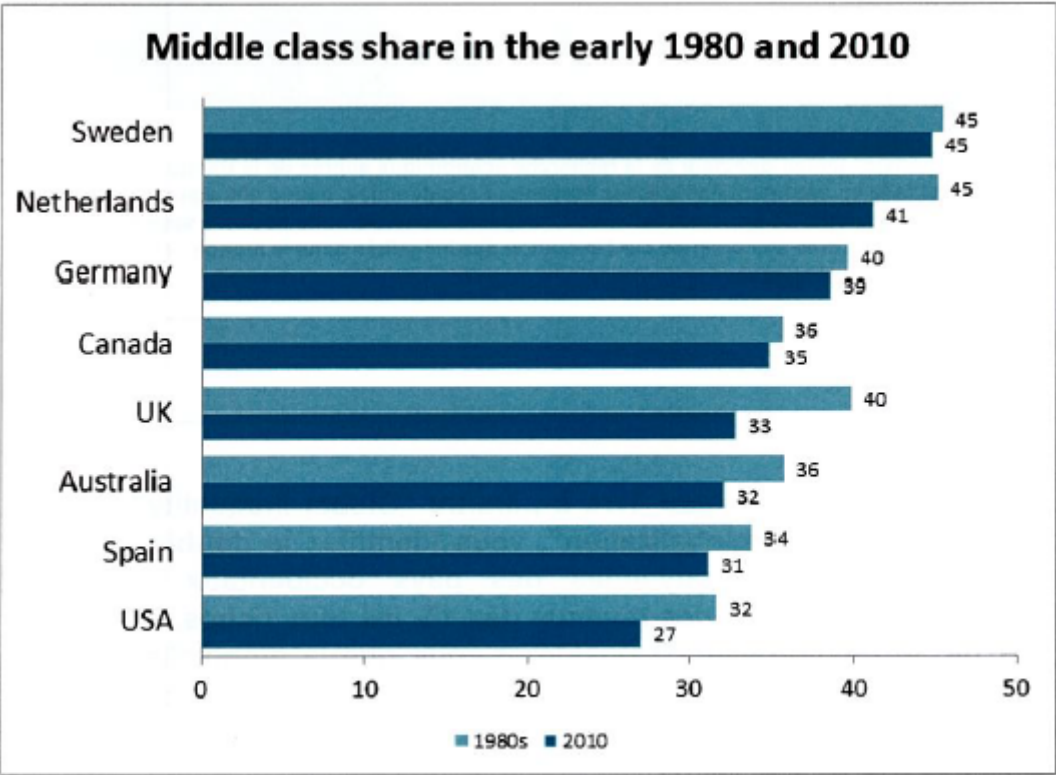
(PPP - Purchasing Power Parity - en 1000 \$)



Graphique 4



Graphique 5 *Part des classes moyennes des pays occidentaux*



(Source : Branko Milanovic)

*
* *